

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 167 – VENDREDI 25 JANVIER 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Renault, 8 600 suppressions d'emplois mais les lignes rouges de Montebourg ne sont pas franchies.

Nous voilà prévenus : le pire est à venir !

AGENDA MILITANT

→ 30 janvier

Saint-Denis [Débat Front de gauche pour l'Éducation](#)

→ 31 janvier

France [Journée de grève dans la Fonction publique](#)

→ 1er février

Paris [Métropolisation, les nouveaux enjeux](#)

→ 4 février

Gap [L'héritage, les chemins de l'émancipation](#)

→ 9 février

Paris [Amériques latines : émancipations en construction](#)
St-Léger-les-Mélèzes [L'héritage, les chemins de l'émancipation](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[Mali, nouveaux documents](#)

→ Rencontres / Débats

["Vive le Progrès !"](#)

[Mariage, adoption, PMA,](#)

Fr. Héritier, L. Grzabowski, A. Vidal - St. Lavignotte, EHSS

→ Humour, humeurs

[Homophobie : SVT ou peur ?](#)

→ Des nouvelles de chez vous

[CR réunion unitaire Bouches-du-Rhône](#)

Mariage pour tous : rien de naturel

Marié récemment, *Cerises* me commande l'édito sur le mariage pour tous. Provoc ? Notre objectif n'est pas de procréer. C'est fait chacun de notre côté. Ni d'avoir l'autorisation de forniquer. C'était fait ! Nous avons voulu simplement créer un moment festif, de retrouvailles avec familles et amis... Un écho peut-être à cette ère qui invite à l'émotion partagée. Le mariage n'est plus moralement, dans notre société, l'institution du lien du couple.

Le mariage pour tous est dans le programme de Hollande. La loi devrait déjà être proposée au parlement. Ne soyons donc pas dupes sur l'utilisation politique camouflant les abandons à gauche.

Les communistes ont évolué, depuis le « *Allez vous faire soigner ! (...) Les hommes sont faits pour aimer les femmes* » de Jacques Duclos en 1972, à l'action du même PCF pour demander en 1977 la suppression des alinéas anti-homosexuels du code pénal, à aujourd'hui où certains évoluent encore... K. Marx et F. Engels donnaient pourtant quelques clés dans le *Manifeste*: « *Mais nous brisons, dites-vous, les liens les plus sacrés, en substituant à l'éducation de la famille, l'éducation sociale. Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'intervention directe ou indirecte de la société, à l'aide des écoles, etc. ?* »

Profitons de ce débat public sur l'élargissement du droit à être parents pour donner à voir et comprendre pourquoi la place de l'être humain est si décisive dans notre conception politique. La conception de la famille, de l'éducation des enfants, n'est pas le fruit de dame nature. C'est une construction culturelle et sociale. Pour Rousseau, c'est un sentiment moral qui ne se fait pas entendre par les voix du sang. L'anthropologie le démontre aussi. Le refus de l'adoption et du mariage pour tous au nom de la nature a surtout des fondements idéologiques ou obscurantistes. Si le statut de parents ne va pas de soi dans la nature, si être parents est distingué du fait d'être géniteur, alors invitons chacun à réfléchir à son action éducative, à celle de la société : éduquons-nous un futur être de la façon la plus autonome possible ? Rendons visible une politique d'émancipation qui contribue à la formation du petit d'hommes à l'humanité.



● **Patrice Leclerc**

Conseiller général des Hauts-de-Seine

Remerciement à Gérard Bras, président de l'Université populaire 92 qui m'a accordé un petit entretien sur le sujet.

Face à l'aliénation capitaliste l'urgence de communisme



Dans son nouveau livre, *Aliénation et émancipation*, Lucien Sève réactualise le concept d'aliénation, à partir d'une lecture inédite de Marx qui en souligne la dimension anthropologique générale. Le philosophe appelle à réinventer en pensée et en actes le communisme, et propose des fondamentaux pour cela.

Tu viens de faire paraître un livre qui porte en titre le mot *aliénation*. Comment définir l'aliénation, et pourquoi en réactiver aujourd'hui le concept ?

Marx a été mis sous la table durant quelque trente ans, en même temps que s'installait dans les années 70 la domination des vues néolibérales. Et bien entendu l'idée d'aliénation, l'idée que dans les conditions du capitalisme le travailleur et plus généralement l'individu est *dessaisi* de son activité et rendu comme *étranger à lui-même*, cette idée qui fait de l'ombre à l'autocélébration bourgeoise a été tout ce temps retirée de l'affiche. Mais avec la gravissime crise financière de 2007-2008, sous laquelle se profile une entrée en crise historique du capitalisme même, il a bien fallu admettre que Marx avait fait preuve d'une vraie perspicacité critique à long terme dans *Le Capital*. De là pourtant à reconsidérer positivement l'immense ensemble de ses apports théoriques et politiques, il y a un abîme. C'est sur cet abîme

qu'un certain nombre d'universitaires s'intéressant à lui – Emmanuel Renault,

**[Pour le Marx de la maturité]
l'aliénation est
en premier non pas
un vécu individuel mais
un rapport social :
le radical clivage,
fondement de l'ordre
capitaliste, entre les
moyens
de production, propriété
privée du capital,
et les travailleurs,
qui ne possèdent rien
que leur force de travail.**

Stéphane Haber, Franck Fischbach...
– ont jeté une passerelle en 2006

en publiant un numéro de la revue *Actuel Marx* consacré aux *Nouvelles aliénations* –, un thème sur lequel il y a aujourd'hui de quoi dire... Puis plusieurs livres d'eux ont paru qui se proposaient de raviver la critique sociale, dans un esprit voisin de celui qui anime en Allemagne l'actuelle École de Francfort et sa figure de proue Axel Honneth, d'orientation social-démocrate. Ainsi s'est trouvée relancée l'attention que mérite cette question à maints égards centrale de l'aliénation.

Entre le jeune Marx et celui de la maturité, l'aliénation prend une dimension nouvelle, ignorée jusqu'à présent de la plupart des auteurs qui se revendiquent de Marx, et sur laquelle porte toute ton analyse. Que devient l'idée chez le Marx du *Capital* ?

Les universitaires que j'ai évoqués ont rendu grand service à ceux qui combattent les dramatiques politiques néolibérales, en remettant en lumière ●●●

●●● la problématique de l'aliénation. Mais ils l'ont fait d'une manière qui pose elle-même un très sérieux problème. Pour dire ici en trois mots ce qui exigerait pour le moins tout un article : le thème critique de l'aliénation a été abordé de façon extrêmement brillante dans les *Manuscrits économique-philosophiques* que Marx rédige à Paris en 1844 – il a alors vingt-six ans –, et il figure à nouveau dans *Le Capital*, immense ensemble de textes qu'il écrit entre 1857 et 1867, alors qu'il a entre quarante et cinquante ans, mais dans une version profondément repensée par rapport aux *Manuscrits de 1844*. En 1844, ce que Marx a en vue sous le concept d'aliénation, c'est le fait que le travailleur salarié se voit dessaisi du produit de son activité, de cette activité même et par là de tout son être – l'aliénation est un processus qui concerne l'individu, processus dont les effets humains sont décrits en termes saisissants, mais dont la genèse sociale n'est pas tirée au clair ; Marx va même en 1844 jusqu'à imaginer que c'est le travail aliéné qui engendre le capitaliste... A vingt-six ans, son inexpérience économique est évidente. Vingt ans plus tard, fort d'une connaissance impressionnante de ce qu'est le capitalisme – à Londres, vers 1860, il est aux premières loges pour l'étudier –, il pense tout autrement la question : l'aliénation est en premier non pas un *vécu individuel* mais un *rapport social* : le radical clivage, fondement de l'ordre capitaliste, entre les moyens de production, propriété privée du capital, et les travailleurs, qui ne possèdent rien que leur force de travail. N'étant pas appropriées collectivement, les gigantesques forces productives modernes deviennent des puissances dominatrices incontrôlables et aveuglément

destructrices – crise économique, chômage de masse, gâchis fabuleux, guerre de tous contre tous, non-sens général... Marx a *vu* en toute clarté il y a un siècle et demi ce qui est aujourd'hui notre terrifiant sort planétaire – beaucoup l'expriment aujourd'hui en disant : « *nous allons dans le mur*. » Son analyse de l'aliénation a donc acquis une taille et une solidité sans commune mesure avec ce qu'elle était en 1844. Mais bien entendu sa dimension de vécu individuel n'a nullement disparu, elle est au contraire plus que jamais là, seulement elle n'est que la face personnelle d'un immense drame historico-social, un drame *anthropologique*...

Comment expliquer alors le défaut de prise en compte de ce changement majeur de l'analyse marxienne, qui perdure aujourd'hui ? Et comment est-il possible, comme tu l'écris, de dénoncer l'aliénation tout en dédoublant le capital ?

Je dois te le dire franchement : j'ai moi-même du mal à comprendre comment le fondamental progrès que marque *Le Capital* par rapport aux *Manuscrits de 1844* dans cette question peut encore être à ce point méconnu. Méconnaissance qui à vrai dire vient de loin. Elle vient du fameux *Pour Marx* d'Althusser, paru en 1965... Ce livre a joué un rôle marquant en son temps pour une meilleure intelligence de la pensée marxienne, mais il n'en comporte pas moins de graves erreurs, celle-ci notamment : ayant bien montré comment Marx doit récuser l'humanisme de ses œuvres de jeunesse – où il pense encore l'histoire dans le vocabulaire mystificateur de « *l'homme* » – pour en venir au matérialisme historique, Althusser décrète que dans *Le Capital* le concept d'aliénation « *disparaît* ». ●●●

Un auteur incontournable pour les partisans de l'émancipation

Lucien Sève est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *Commencer par les fins : la nouvelle question communiste* (1999), *Penser avec Marx aujourd'hui. I. Marx et nous* (2004), *Qu'est-ce que la personne humaine ? : bioéthique et démocratie* (2006), *Penser avec Marx aujourd'hui. II. « L'homme » ?* (2008), publiés aux Editions La Dispute.

Son nouvel ouvrage, *Aliénation et émancipation* (Éditions La Dispute, 2012), est composé de plusieurs textes : "Urgence de *communisme*", qui plaide pour le « *dépassement effectif du monde capitaliste aliénant* » par le « *communisme radicalement émancipateur que visait Marx* », "Analyses marxistes de l'aliénation - Religion et économie politique", "Émancipation sociale et libre développement de chacun", "Cause écologique et cause anthropologique" (texte précédemment repris sous la forme d'un numéro spécial d'*Altercommunistes*, disponible ici : <http://www.cerisesenligne.fr/theme/?id=150>) ainsi que 82 textes issus du *Capital*, de Karl Marx, traitant de l'aliénation (ce qui dément l'idée communément admise selon laquelle Marx aurait abandonné ce terme). (http://fr.wikipedia.org/wiki/Lucien_Sève)

À tous ceux qui ne se résignent pas devant l'état du monde, on ne saurait trop vivement recommander de lire Lucien Sève.

● Gilles Alfonsi



Éditions La Dispute
224 p. - 22 €

●●● Ce qui est démontrablement faux du *Livre I*, et plus faux encore si l'on considère la totalité des écrits qui constituent *Le Capital* au sens large, des *Grundrisse* au *Livre IV*. Althusser avait du moins une excuse : en 1965 une importante partie de ces textes était inaccessible en français. Mais aujourd'hui... Je crains que nombre de marxistes s'imaginent connaître *Le Capital* parce qu'ils ont lu en traduction française le *Livre I*, qui compte deux millions et demi de signes et où le vocabulaire allemand de l'aliénation est largement masqué par la traduction, alors que *Le Capital* au sens large en compte quinze millions, et qu'on peut recenser dans l'original allemand une petite centaine de textes où il est question de l'aliénation... Pour rendre plus malaisé désormais l'escamotage de ce trésor, j'ai publié en annexe de mon récent livre 82 textes qui rendent patente l'analyse de cette grande idée dans *Le Capital*. En vérité, j'avais déjà établi la chose dans une longue étude de 1973, mais aucune attention n'y a été prêtée, ce pourquoi je l'ai republiée aussi dans ce volume... Or à méconnaître l'analyse matérialiste-historique de l'aliénation, à en rester, comme cela se fait couramment aujourd'hui, à ce qu'était cette analyse dans les *Manuscrits de 1844*, on est porté à la réduire à un vécu individuel, voire un syndrome ressortissant à la pathologie personnelle, ce qui à la limite revient à effacer complètement la fondamentale responsabilité des rapports capitalistes, et à chercher remède du côté de la compassion sociale, de la "reconnaissance" d'autrui,

voire de thérapies psychiques... On mesure ici combien l'enjeu de cette question d'allure toute théorique est en vérité saignant : cataplasme "humaniste" sur des plaies dont l'auteur reste dans l'ombre ou insurrection contre les politiques mortifères de la classe possédante ? Ça vaut la peine de bien lire *Le Capital*...

**À bien entendre Marx,
le seul dépassement
possible du capitalisme
est ce qu'il nommait
communisme,
lequel recouvre non pas
seulement l'élimination
de l'appropriation
capitaliste
mais le dépassement
des rapports marchands,
le dépérissement
de l'État de classe,
la désaliénation générale
des consciences.**

Dans ton texte introductif "Urgence de communisme", tu réabordes les grandes différences entre le projet socialiste et une visée proprement communiste. Quelles sont, en résumé, ces différences ?

De l'analyse de l'aliénation, nous sommes en effet directement conduits

à la question des questions : comment en sortir pour de bon, si c'est bien l'ordre de classe capitaliste lui-même qui est en cause ? Mais ici je dois prévenir : ce que je cherche à montrer dans ce livre au titre du *communisme* – mot que j'écris en italique, on va voir pourquoi –, ce n'est aucunement un savoir estampillé, c'est le résultat actuel d'une longue recherche *personnelle* – recherche commencée il y a plus de trente ans, à l'époque où j'ai brandi le drapeau de la Refondation communiste... –, recherche que je tiens pour solide, et du reste pour cruciale, mais dont je dois souligner que le résultat reste à débattre. À le présenter ici au pas de course, je dirai ceci :

1) À bien entendre Marx, le seul dépassement possible du capitalisme est ce qu'il nommait *communisme*, lequel recouvre de façon obligatoire non pas seulement l'élimination de l'appropriation capitaliste mais le dépassement des rapports marchands, le dépérissement de l'État de classe (c'est-à-dire l'entière maîtrise par les citoyens eux-mêmes de leurs institutions publiques), la désaliénation générale des consciences, ceci dans un contexte mondial où s'effacent les antagonismes nationaux et autres. Objectif grandiose, dont l'approche exigera d'évidence toute une époque historique, le point capital étant le choix totalement ferme et fait d'emblée de *ce cap-là*, et de nul autre.

2) Le mouvement ouvrier révolutionnaire du XIX^e siècle s'est cependant rabattu de façon largement majoritaire sur l'objectif non seulement bien moindre ●●●

●●● mais qualitativement différent qu'il a nommé *socialisme*, lequel vise certes à en finir avec l'exploitation capitaliste et son cortège de méfaits, mais moyennant la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État utilisé par un parti des travailleurs comme levier de la transformation sociale et de la construction d'une société nouvelle – le dépassement des logiques marchandes, le dépérissement de l'État, la désaliénation des consciences n'étant pas retenus comme objectifs d'emblée incontournables. C'est l'idée, pour une part compréhensible en l'état de conscience où en étaient alors dans leur masse les travailleurs, d'une *révolution par en haut conduite par une avant-garde*, donc d'une désaliénation octroyée.

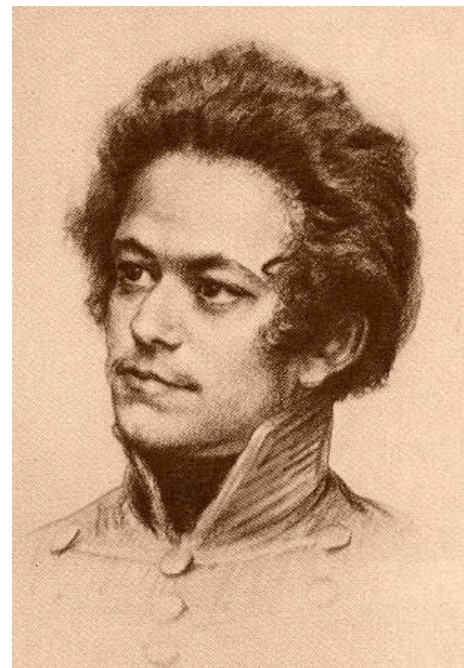
3) Dans la suite de l'histoire, c'est cet objectif du *socialisme* qui l'a emporté, sous deux formes opposées mais en profondeur parentes : celle du stalinisme connu sous le nom complètement trompeur de communisme, en réalité *socialisme autocratique*, et celle du *social-démocratisme*, différents sous maints rapports mais l'un comme l'autre aux antipodes de *l'appropriation effective des forces productives et moyens de pouvoir par les producteurs-citoyens eux-mêmes*. Ce qui a radicalement et irréversiblement échoué au XX^e siècle, c'est précisément *le socialisme, sous ses deux versions*. On ne peut sortir de la millénaire société de classes en faisant l'économie du principal, que Marx formulait ainsi : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*. » En rester au XXI^e siècle

à l'objectif du socialisme relèverait d'une tragique incompréhension de l'histoire.

4) Nous sommes d'évidence entrés dans l'ère historique de la fin du capitalisme, époque de contradictions terribles où la survie même du genre humain, en tout cas comme genre civilisé, n'est pas ga-

**Y a-t-il ne fût-ce
qu'un grain de réalisme
dans une visée
communiste
aujourd'hui ? (...)
Y avait-il quelqu'un
en 1788, 1916 ou 1989
pour croire
en la possibilité
proche d'une France
républicaine,
d'une Russie socialiste,
d'une Afrique du Sud
sans apartheid ?**

rantie d'avance. Pour qui veut de toutes ses forces contribuer à assurer l'avenir de l'humanité et pour cela engager la longue marche de sortie de la société de classes, le point capital est le cap à fixer. Ce cap ne peut être qu'un *communisme* – je dis “un” et j'écris le mot en italique pour rendre visible qu'il s'agit de radicalement autre chose que ce qui a été connu au XX^e siècle sous l'appellation usurpée de communisme, en fait

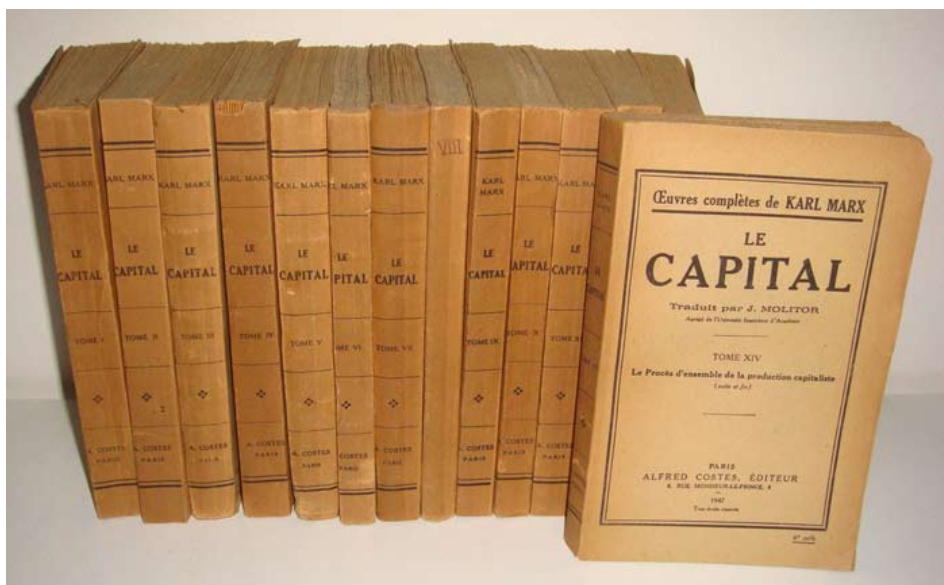


un socialisme plus ou moins despotique. Ce qu'il s'agit de viser aujourd'hui, c'est ce que Marx n'a jamais cessé quant à lui de nommer *communisme*, et non pas socialisme. Il n'y a pas chez lui de “doctrine toute faite” du communisme – ce serait contradictoire ; il nous incombe donc de le penser par nous-mêmes dans les conditions présentes. Mais il est crucial de bien saisir les *conditions impératives* de toute avancée effective dans une direction communiste telles qu'il les a cernées, notamment le dépassement non de la seule domination du capital mais des logiques marchandes, le dépérissement de l'État au sens précisé plus haut, la désaliénation systématique des consciences – tout cela dans un contexte international et mondial qu'il importe aussi au premier chef de faire évoluer en profondeur. On ne peut pas sortir du capitalisme si on ne commence pas à construire une *société sans classes* – c'est la terrible leçon de l'avortement du socialisme stalinisé.

Face au scepticisme assez général sur les possibilités de transformer profondément les choses, identifies-tu aujourd'hui des présupposés du communisme ?

Revenir de ces objectifs gigantesques à l'an I du Hollandisme ne peut pas ne pas plonger d'abord dans une interrogation désespérante : y a-t-il ne fût-ce qu'un grain de réalisme dans une visée communiste aujourd'hui? Question décisive. Puis-je citer encore Marx? Quelques années avant les Révolutions ●●●

●●● de 1848 il écrivait à Ruge : si je ne désespère pas du temps présent, « *c'est précisément que sa situation désespérée m'emplit d'espoir* ». Y avait-il quelqu'un en 1788, 1916 ou 1989 pour croire en la possibilité proche d'une France républicaine, d'une Russie socialiste, d'une Afrique du Sud sans apartheid ? La vraie question en réalité est double. D'abord celle de l'existence ou non de *présupposés majeurs* d'un changement social fondamental. Or au sens profond du terme, de tels présupposés sont littéralement partout. Les forces productives font éclater de toute part les coutures de la camisole capitaliste – d'où justement les formidables gâchis d'aujourd'hui ; le développement irrésistible des individualités, particulièrement des femmes, même aliéné comme il est, fait sortir de l'utopie l'idée autogestionnaire ; la vive conscience que l'actuelle folie historique ne peut plus durer échappe à tout contrôle médiatique... Oui, les présupposés fondamentaux d'un très grand changement sont bien là. Ce qui manque tragiquement – là est la deuxième question –, ce sont les présupposés en un sens bien plus modeste, mais décisif : ceux du *que faire ?* immédiat – comme s'il y avait de quoi nourrir un gigantesque brasier mais pénurie de petit bois d'allumage. Ici c'est nous-mêmes qui sommes en cause : que faisons-nous, que ne faisons-nous pas, qui engagerait de vrais processus transformateurs ? Ne pensons pas que la situation, bien que visiblement très dangereuse, est sans espoir ; tout montre au contraire que nous approchons d'un seuil. Mais seuil d'un terrible pire ou d'un inestimable meilleur ? Là est notre criante responsabilité. Trouver à engager



la sorte *d'initiative* dans la sorte de *forme organisée* qui sera capable de mettre tout en route, voilà la question.

Oui, les présupposés fondamentaux d'un très grand changement sont bien là. Ce qui manque tragiquement, ce sont les présupposés en un sens bien plus modeste, mais décisif : ceux du que faire ? immédiat.

Avec la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), et le Front de gauche, nous tâtonnons justement pour initier un nouveau type d'initiatives politiques. Quelles sont les conséquences de ton approche concernant les finalités de l'action et le rôle même des organisations politiques ?

Question très légitime, réponse très risquée... Mais ne nous dérobons pas. Si le cap à viser est bien le communisme

dans le sens que j'ai essayé d'esquisser, alors toute une série de conséquences sont à en tirer dans l'ordre stratégique et organisationnel. Une visée *socialiste* met logiquement au premier plan la conquête du pouvoir – primat de la politique institutionnelle, centration de l'initiative sur l'audience électorale, donc organisation partidulaire verticale... C'est ce que j'ai très longuement vécu au PCF, dont j'ai été membre très actif durant soixante ans. J'ai acquis la conviction qu'il y a là désormais une impasse complète, d'ailleurs sanctionnée par un échec pratique flagrant. Ma conclusion n'est pas du tout "élections piège à cons" ; la bataille transformatrice doit être menée sur tous les terrains, y inclus celui-là, et en ce sens limité le Front de gauche est une chose utile, susceptible de nourrir une dynamique. Mais si la visée stratégique fondamentale est bien *communiste*, alors tout le paysage du *que faire ?* s'en trouve bouleversé. Vient au premier plan la question de la *transformation directe de tous les rapports sociaux* par l'intervention responsable des acteurs eux-mêmes – rôle majeur à conquérir de façon progressivement irrésistible pour les travailleurs dans les gestions, les citoyens dans les politiques publiques, les usagers dans la vie médiatique, les chercheurs dans les orientations de recherche, les enseignants ●●●

●●● dans les choix pédagogiques... Ce qui implique des efforts incomparablement plus grands et plus suivis pour développer partout la connaissance critique, la recherche théorique, la lutte d'idées, l'élaboration prospective, l'invention d'initiatives mordantes... Il s'agit de construire, en commençant sans le moindre délai, il y a vraiment urgence, un vaste et multiforme *front d'appropriations sociales tous terrains* – en bref, du communisme en marche. Ce qui à son tour pose en termes aussi inédits les questions d'organisation : au traditionnel parti politique avant tout conçu de fait comme machine électorale à structure verticale, dont la crise est irréversible, est à substituer sans rien casser tout un tissu de réseaux thématiques localement implantés, horizontalement responsables, nationalement interconnectés, mouvement politique de nouvelle génération que dans mon imaginaire personnel je nomme *Initiative communiste*, apte à piloter une structure subordonnée menant les batailles électorales comme à se connecter à l'échelle européenne avec d'autres réseaux analogues en formation. Engager pareille construction novatrice, ce dont il y a à mes yeux urgence d'examiner très concrètement les conditions, créerait à mon sens dans le contexte existant un "choc de compétitivité" politique susceptible de faire une vraie percée : enfin, de la politique horizontale faite par et pour les intéressé-e-s

mêmes, *un changer la vie commençant au comptant*, capable de devenir une force pratique et culturelle incontrôlable par l'adversaire, parce que faisant tout autre chose que s'inscrire dans le jeu politique dominant... Est-ce que ça ne vaut pas vraiment la peine d'essayer?

Vient au premier plan la question de la transformation directe de tous les rapports sociaux par l'intervention responsable des acteurs eux-mêmes (...). Il s'agit de construire un vaste et multiforme front d'appropriations sociales tous terrains – en bref, du communisme en marche.

Dernière question, qui manifeste notre curiosité impatiente : où en es-tu dans la réalisation du tome 4, "Le communisme" ?, de ta série *Penser avec Marx aujourd'hui* ?

Avant le 4 il y a le 3, "*La philosophie*" ?... Je suis entièrement dans la rédaction de ce tome 3, qui sera au moins aussi gros que le 2 sur "*L'homme*" ? Depuis

les années 2000, Marx a dû être ressorti un peu de dessous la table où il avait été remisé par l'idéologie néolibérale. Mais seulement comme critique de l'économie, et encore... Quant au penseur de tout premier plan qu'il est vraiment, pas du tout. Songe qu'il n'a toujours pas été inscrit une seule fois au programme d'écrit de l'agrégation de philosophie, consécration suprême qui a été accordée à Bergson, Husserl, Nietzsche, Heidegger... – à lui jamais... Je travaille à montrer que Marx, qui est résolument sorti de "la philosophie" jugée par lui intrinsèquement mystificatrice après Hegel, a du même mouvement révolutionné la pensée des catégories philosophiques d'une façon d'avance en phase avec les plus importantes avancées de la pensée scientifique contemporaine, c'est impressionnant... Mais en même temps, oui, je travaille à préparer le tome 4 sur "le communisme". Pour le moment j'étudie *toutes* les occurrences des mots socialisme et communisme dans l'œuvre entière de Marx et d'Engels. Je peux dire qu'il y aura ici aussi des surprises. Des surprises *dans le sens du communisme*...

● Entretien réalisé par **Gilles Alfonsi**



Rapa Nui, l'Île de Pâques

125 ans de colonisation chilienne, 50 ans d'invasion touristique, les Rapanui (les Pascuans), se battent pour récupérer les terres ancestrales, objets d'une lutte séculaire.

Le 9 septembre 1888 un traité est signé entre des natifs de l'île et le Chili. Rédigé en deux exemplaires, l'un, en espagnol, parle de cession des terres au Chili, l'autre, en tahitien et Rapanui, non. Aujourd'hui, l'État chilien dispose de plus de 90 % des terres.

Seuls 1 500 des 4 000 résidents permanents sont des Rapanui, un peuple en voie de disparition. Tous les autres ou presque sont militaires, policiers ou fonctionnaires chiliens. Les Pascuans ne peuvent habiter qu'au village de Hanga Roa (1) et n'exploiter leurs terres que sur autorisation chilienne. En 15 ans, le tourisme a explosé, plus de 70 000 voyageurs par an débarquent sur cette terre de 164 km², sans maîtrise ni contrôle des Pascuans.

Mai 2010, les manifestants bloquent l'aéroport de l'île, dénonçant l'afflux touristique destructeur du fragile équilibre écologique de Rapa Nui, dont la manne est captée par les grands groupes chiliens ou internationaux. Ils exigent le relèvement des moyens sanitaires et scolaires.

Juillet 2010, l'ancien maire démocrate-chrétien est nommé gouverneur de l'île. Il est de notoriété publique qu'il a partie liée au groupe investisseur visant, pour les privatiser, les terrains des édifices publics. (L'homme, prudent, a depuis déposé sa démission.)

Fin 2010 – 2011 : débarquement policier chilien massif pour «libérer» les bâtiments administratifs promis à devenir hôtels de grand luxe, les occupants sont brutalisés : 6 arrestations, 33 personnes blessées, parfois grièvement.

La suite est-elle grosse d'avenir ?

Le Parlement Rapanui (PRN), organisation indépendantiste de l'île, donne une place nouvelle, politique, à la

lutte ancestrale pour la terre, celle d'un conflit entre le peuple Rapanui et l'État chilien : interventions internationales, dénonciation des événements de 2010-2011 comme violation des droits de l'homme, preuves d'une poursuite des violations. Enfin ce qui n'était que chuchoté il y a une dizaine d'années est aujourd'hui prononcé : Indépendance !

10 janvier 2013, Leviante Araki Araki, président du PRN, déclare que l'indépendance pourrait prendre la forme d'un rattachement à la Polynésie française, un traité est déjà signé avec l'Union Polynésienne (2).

L'idée d'un rattachement à la France n'a rien d'extravagant. Les liens historiques culturels et affectifs sont nombreux. Il y a aujourd'hui plus de Pascuans à Tahiti que sur l'Île de Pâques ! Malgré le triste épisode (1868-1876) du Roi de Pâques, le Français J.-B. Dutrou-Bornier (3), nombre de Pascuans imaginent de se séparer du Chili pour intégrer la République française avec un statut comparable à celui de la Polynésie française. En effet, bien que le Chili ait ratifié en 2007 la Convention relative aux droits des peuples indigènes et tribaux et que l'île et ses Moai soient classés au patrimoine mondial de l'humanité depuis 1995, le peuple Rapanui, sous présence militarisée chilienne depuis Pinochet, n'a d'autre voie que la lutte pour faire valoir ses droits sur ses terres dont la propriété revendiquée par Santiago résulte d'un tour de passe-passe colonial.



● Catherine Destom-Bottin

On trouvera sur saverapanui.org (en anglais) la pétition de Susana Hito qui attire l'attention internationale sur la situation de ce peuple qui se nomme lui-même *te pito o te henua* le nombril du monde.

(1) Avant l'invasion européenne, la population était répartie tout autour de l'île. A la fin du XIX^e siècle, les rares survivants des crimes coloniaux ont été regroupés de force dans la seule ville de l'île, Hanga Roa, avec interdiction pendant des décennies de vivre en dehors, le reste de l'île étant réservé aux moutons. 1890, l'île est louée à des industriels. 1903, la Williamson, Balfour and Company (GB) crée la Compañía Exploradora de la Isla de Pascua (CEIP). Contre loyer au gouvernement chilien, la CEIP privatise Rapa Nui et soumet sa population au travail forcé, la parque sous barbelés sur 10 % de son territoire.

(2) Union Polynésienne, parti autonomiste tahitien.

(3) Né en 1834, assassiné le 6 août 1876, ce capitaine de la Marine française s'est installé sur l'île en 1868. Il y introduisit le commerce de la laine et tenta de transformer l'île en un ranch de moutons. S'autoproclamant roi en 1870, il réduisit les Rapanui en esclavage.



Cerise noire. Ce devait être l'alpha et l'oméga de la lutte contre la spéculation : « la séparation et la régulation des activités bancaires ». Ou comment isoler dans une filiale les activités spéculatives des banques, sans en couper les tuyaux. Las, le projet de loi gouvernemental français est aussi faible que les banquiers puissants. Les analystes financiers estiment qu'entre 0,5 et 5 % seulement des activités devraient être concernées par la filialisation. La réformette est bien moins ambitieuse que les projets américain Volcker et britannique Vickers, et très en-deçà des recommandations du rapport européen Liikanen. Avec une telle impulsion, l'Union européenne va être stimulée.

Cerise rouge. Gaël Giraud, chercheur au CNRS et à l'École d'économie (Paris), a fait circuler à l'Assemblée nationale une note sur le projet en question. Rendue publique lundi 21 janvier à la Sorbonne lors d'une réunion intitulée « *Le projet de loi sépare-t-il vraiment ?* », elle indique que la réforme cumule « *toutes les faiblesses des modèles étrangers, sans hériter d'aucune de leurs qualités.* » Et si le Front de gauche faisait circuler une note « populaire et partagée » sur la socialisation des banques ?

Cerise confite. « *Après un an de lobbying acharné, les banques n'ont plus grand-chose à craindre du chef de l'État.* », analyse Sylvie de la Brosse dans *L'Express* du 21 janvier 2013. Soit 12 mois exactement après le discours du Bourget de François Hollande et sa déclaration de guerre à la finance, cet « *ennemi* ».

Cherry. « *Notre tâche ne sera pas terminée tant que nos frères et nos sœurs homosexuelles ne seront pas traités par la loi comme n'importe qui d'autre, car si nous avons tous été créés égaux, alors assurément l'amour que nous nous portons doit aussi être égal.* », a déclaré, sur un ton religieux, Barack Obama lors de son discours d'investi-

ture. François Hollande préfère, lui, recevoir à l'Élysée une délégation des anti-mariage pour tous, deux jours avant la manifestation nationale pour l'égalité des droits du 27 janvier. Il vaut mieux ne pas attendre que monsieur H. soit touché par la grâce.

Prune. En décembre, Yanick Paternotte, maire UMP de Sannois, ex-député, président de la commission de recours électoral de l'UMP, a été condamné à 1 an de prison avec sursis, 2 ans d'inéligibilité et à 10 000 € d'amende pour abus de faiblesse envers une dame âgée de 91 ans. En janvier, les anciens ministres Charles Pasqua et André Santini ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Versailles dans une affaire de détournement de fonds, de surfacturations et de fausses factures liées à la fondation d'art Hamon. Verdict : 2 ans de prison avec sursis, 2 et 5 ans d'inéligibilité, 150 000 et 200 000 € d'amendes. En février...

Bigarreau. L'encre de l'accord « C'est du bénéf pour le Medef » à peine sèche, Laurence Parisot remet la gomme. La voilà qui ferraille pour obtenir un recul supplémentaire de l'âge de départ à la retraite. Le ministre de l'économie, Pierre Moscovici lui a emboîté le pas et a confirmé une nouvelle réforme des retraites. Et son ami du Budget, Jérôme Cahuzac, envisage de céder à l'exigence patronale d'une désindexation des pensions et de les dévaloriser de 1 % par rapport à l'inflation. Face à ces voleurs de rêves, allons-nous nous réveiller pour demander le souhaitable ?

Cerise mystère.



- (a) Poule mouillée jusqu'au cou.
- (b) Animal de compagnie de Frigide Barjot.
- (c) Idée du photographe Peter Lippmann.

(c) réponse



● Philippe Stierlin

Un Magasin pour Rien ! (*ein Umsonstladen*) Une initiative à contre-courant

Voici une nouvelle expérimentation lancée par la Maison de la Citoyenneté Mondiale de Mulhouse (1). Une UTOPIE, diront certains ! Une UTOPIE REALISTE, répondront d'autres. Cette réalisation illustre, en fait, concrètement cette belle proposition formulée par l'anthropologue Mark Anspach : « *On ne donne pas pour recevoir mais pour faire vivre une relation* ».

En effet, dans un monde où les uns gèrent le superflu, **alors que d'autres vivent dans la pauvreté et l'exclusion**, un petit groupe d'hommes et de femmes ont décidé de réagir. Leur ambition était très simple, elle découlait du bon sens : ils voulaient démontrer que nous vivons dans une société où règne l'abondance et où la rareté est une invention d'un système qui provoque le désir des "clients" pour les inciter à une consommation à outrance.

Ce pari, qui était dans le domaine du possible à condition d'y croire, de faire au lieu d'en parler, **a été pleinement réalisé** car celles et ceux qui se sentaient initialement motivés, intéressés, interpellés, par cette démarche, s'y sont associés et ont été à leur tour partie prenante, qu'ils soient riches ou pauvres : *noirs, basanés ou blancs*.

En fait, il s'agit tout simplement d'amener des objets divers, utiles, en bon état, dont ils n'ont plus l'usage et qui peuvent servir à d'autres. Ces objets sont réceptionnés, inventoriés, stockés, mis sur le marché de la solidarité, c'est-à-dire distribués gratuitement à celles et ceux qui passent dans le Magasin pour Rien.

Les visiteurs peuvent emmener jusqu'à trois objets, sans rien apporter en contrepartie, sans rien payer. Ils n'auront pas besoin de se justifier, de prouver qu'ils vivent sous le seuil de pauvreté : ce seront des pauvres, des moins pauvres, des plus riches. Il n'y a pas de tricheurs. On ne dira plus (en parlant des précaires) : « *Ils bouffent à tous les râteliers* » car les râteliers seront ouverts à tout le monde. Cela nous donne l'occasion de constater que sur cette terre, on peut, si on veut : **vivre ensemble, apprendre à nous enrichir de nos diversités**.

Cela étant précisé, rien ne doit empêcher celles et ceux qui en ont les moyens de mettre une pièce, un billet dans une "ca-

gnotte solidaire", pour faire face aux frais de location du local et aux menus frais de fonctionnement. Cela n'est pas une obligation, mais une possibilité qui reste ouverte.

A la lecture de ce qui précède, certains vont s'écrier : « *C'est hallucinant, irréaliste, illogique ! La gratuité n'existe pas !* » Et les plus réalistes rajouteront : « *Chaque objet a une juste valeur !* » Paroles de toute sagesse, qui nous ont amenés à accepter que les 358 personnes les plus riches du monde possèdent autant que les 2,3 milliards les plus pauvres !!!

Voilà pourquoi les personnes qui sont à l'initiative de cette expérience ont dit **NON** ! En alsacien, on dit : « *Jetza langts mer han jetz d'nasa voll* » et en français, on dit aussi : « *Ça suffit, on en a plein le nez* ».

Nous refusons la charité où l'on se penche sur le malheur des autres.

Nous voulons nous mettre à la hauteur de l'autre, des autres, de tous les autres.

Nous voulons, à notre manière, créer du lien, car ne l'oublions pas, le lien est plus important que le bien.

Nous disons que l'utopie de la solidarité et du partage est aujourd'hui possible, par le fait même que l'utopie de l'appât du gain, de l'accumulation, existe.

Et c'est ainsi que tous ensemble, nous essayons de montrer à l'usage, à l'expérience, qu'au lieu de s'exciter à acheter pour vendre plus cher, quitte à perdre sa vie à force de vouloir la gagner, à produire, à fabriquer des objets le plus souvent inutiles, on peut apprendre à réutiliser, à réparer, à recycler, à redistribuer, à remettre en circuit, gratuitement, des objets répondant à des besoins réels.



● Roger Winterhalter

(1) Cet article fait suite à notre dossier sur la gratuité (*Cerises* n°163).

L'image de la semaine

Harro sur les enseignants !

● Imposant déploiement de CRS sur le parcours de la manifestation parisienne à l'initiative du SNUipp-FSU. Harro, dans l'édito du *Monde* du 23 janvier, sur les enseignants au « *corporatisme étri-qué* », « *lamentable* », qui s'arc-boutent sur « *un privilège qui remonte à la monarchie de Juillet* » parce qu'ils refusent la réforme des rythmes scolaires, ne veulent pas d'« enseignants municipaux » pour la musique, les arts plastiques et la gymnastique, ni non plus travailler une demi-journée de plus sans plus de salaires, et « *tentent d'entraîner les parents dans leur combat* ». Or, ce que refusent ces instituteurs, c'est, explique le SNUipp-FSU, « *que le décret des rythmes soit totalement réécrit, (...) pas pour le statu-quo, mais (...) changer, c'est pour du mieux et (...) toute réforme nécessite de prendre en compte l'avis des différents acteurs qui la mettront en œuvre.* » <http://www.snuipp.fr>

● « **Rien de ce qui nous paraît naturel n'est naturel** ». Anthropologue et ethnologue, Françoise Héritier est spécialiste des questions de parenté et d'alliance. Engagée sur les questions contemporaines, elle est favorable au mariage et à l'adoption des couples de même sexe, à leur accès à la procréation médicale assistée (PMA). Lire l'entretien accordé à *L'Humanité* le 18 janvier, sur <http://www.humanite.fr/tribunes/513170> ainsi que sur www.comunistesunitaires.net, Rubrique « Rencontres/Débats » avec d'autres articles sur ces questions.



● **Campagne face à l'austérité : c'est parti !** La campagne du Front de gauche « L'alternative à l'austérité, c'est possible » a été lancée mercredi 23 janvier lors d'un grand meeting au Parc des expositions de Metz, en présence de syndicalistes (CGT) de Florange, de Pierre Laurent (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PG), Christian Picquet (GU), Clémentine Autain (FASE) et Myriam Martin (Gauche anticapitaliste)... et de plus d'un millier de participants. Plus d'infos : www.frontdegauche.eu



Cerises
 publication de l'Association des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr

MEDIAPART

facebook

twitter

Séminaire



Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^{ème} siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée / théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux

luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossessions et contre la marchandisation de tout.

Nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions, dynamique politique populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun(E), résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Elaboration à laquelle des initiatives et forces politiques peuvent bien sûr contribuer, mais pas seules et sans aucune prééminence.

Lire la présentation complète du projet de séminaire sur le site: www.comunistesunitaires.net

Première séance

Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?

Samedi 2 février 2013 de 14 h à 18 h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
Métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

Cette séance inaugurale du séminaire aura pour but d'en défricher ensemble les attendus, la finalité. Défrichage provisoire, car il est entendu qu'il ne s'agira pas d'arrêter le 2 février un programme détaillé des séances, mais d'établir quelles problématisations pourront être au cœur de ce travail.

Dépasser le capitalisme et les grandes aliénations historiques, est-ce la bonne visée ? A quels problèmes incontournables les partisans de l'émancipation font-ils face aujourd'hui ? Quels sont les points d'appui, les aspirations et les contradictions, dans la société, qui contribuent déjà à éclairer l'avenir ? Avec quelle ambition, à quelles conditions, et comment, un travail sur le communisme peut-il être fécond et utile ?

Cette séance sera ouverte non par des "rapporteurs officiels", mais par des introductions de Laurent Lévy (auteur de Politique hors-champ, contribution à une critique communiste de la politique, éditions Kimé) et Nicole-Edith Thévenin (philosophe et psychanalyste, OMOS). Les participants sont invités à se préparer en amont de la séance.

Pour **préparer cette séance**, la rubrique "Ce que nous entendons par communisme" du site www.comunistesunitaires.net est régulièrement actualisée. Adressez vos contributions écrites à acu@plateformecitoyenne.net (préciser en objet : séminaire communisme).

Les séances seront enregistrées et filmées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Séances suivantes :
Samedi 30 mars 2013 sur la journée
Samedi 25 mai 2013 sur la journée

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis
Mail : acu@plateformecitoyenne.net - Pour toute information, rendez-vous sur le site www.comunistesunitaires.net ou dans l'hebdo *Cerises* : www.cerisesenligne.fr